MICHEL TATU

# *Les institutions du mouvement communiste international*

« *La phase du socialisme qui commence avec la Révolution d'Octobre a épuisé sa force motrice* » (résolution de la direction du PC italien, le 29 décembre 1981).

« *L'organisation du mouvement ouvrier révolutionnaire autour de l'URSS est définitivement morte* » (Santiago Carrillo, secrétaire général du PC espagnol, le 11 janvier 1982 à Madrid).

On pourrait croire, au vu de ces déclarations des champions de l' « eurocommunisme », que tout a changé dans le mouvement communiste, qu'il faut trouver autre chose pour tenter de reconstituer un embryon de structure internationale, à moins qu'on y renonce purement et simplement. Vu de Rome ou de Madrid, c'est vrai : l'eurocommunisme n'est pas aussi mort qu'on le dit parfois, il est au contraire appelé à se développer au fur et à mesure des crises à prévoir dans le « camp » du « socialisme réel » et de la dégradation de l'image de ce camp à l'extérieur. Mais ce sera autre chose que le communisme — probablement une sorte d'eurogauche réconciliée avec la social-démocratie —, une nouvelle déviation rejetée par le Parti soviétique, même si c'est avec moins de fracas qu'autrefois, vers les ténèbres extérieures.

Vues de Moscou en effet, les choses n'ont pas changé, et l'on observe au contraire une remarquable constance. Même les évolutions qui nous paraissent nouvelles, comme l'accent placé sur le rôle de l'Armée Rouge dans l'expansion du « socialisme », étaient déjà présentes — et exprimées encore plus crûment qu'aujourd'hui — au beau temps de la « phase motrice » dont parlait Berlinguer. « *La démocratie populaire*, disait Bierut, chef du PC polonais en 1949, *n'est pas le résultat d'un soulèvement armé... elle n'est pas née comme*

*le pouvoir des soviets en octobre 1917 en Russie, elle est le fruit de la victoire de l'Union soviétique sur les forces armées du fascisme allemand.* » L'organe du Kominform, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, était tout aussi net en écrivant le 15 décembre 1948 : « *La présence de l'Armée Rouge en Europe a été garante du libre développement des forces démocratiques dans les pays libérés* » (1).

La constante, c'est en effet le primat de la force dans les rapports entre partis, la force étant conçue comme un instrument (pas nécessairement le seul) pour parvenir au résultat idéal qui, lui, change encore moins que tout le reste : une relation essentiellement bilatérale entre « parti père » et « parti fils », comme disaient les Chinois dans les années 60, une coïncidence de vues sur toutes les grandes questions, mais principalement sur ce que Moscou juge comme ses grands intérêts en politique étrangère et, plus encore, sur l'image de l'URSS elle-même, à laquelle aucune critique ne doit être adressée.

Si ce résultat peut être obtenu par la seule attraction idéologique, tant mieux. Mais cela est rarement suffisant, d'autant que l'on demande le maximum de soutien, voire d'adulation. Le grand parti soviétique veut être non seulement soutenu, mais aimé, à l'image des incantations qu'il s'adresse lui-même quotidiennement dans la *Pravda*. Entre une adhésion sincère, mais librement discutée et par conséquent contingente et révocable d'une part, la flagornerie d'autre part, la direction soviétique, depuis Staline, a toujours choisi la seconde. Or celle-ci est d'autant plus assurée qu'elle s'appuie sur des relations de dépendance, qu'elle est entretenue par la pression — financière, policière ou militaire — et que l' « ami » se transforme en « agent ».

Voilà pourquoi les relations de *partnership*, d'égalité et de libre discussion n'ont jamais été possibles en fait dans le monde communiste, même avec un parti aussi puissant que le parti chinois, lequel en a tiré les conséquences dans les années 60. Voilà encore pourquoi la « *pierre de touche de l'internationalisme prolétarien* », comme on disait récemment et comme on le pense encore aujourd'hui, ne pouvait être que la fidélité à l'Union soviétique, l'approbation des décisions du Kremlin alors même que les plus difficiles d'entre elles (du paete germano-soviétique de 1939 à l'invasion de l'Afghanistan en 1979) n'avaient pas fait l'objet de consultations entre « amis ». L'équation : *antisoviétisme* = *anticommunisme* = *fascisme* est tout aussi valable aujourd'hui, dans la pensée profonde des dirigeants soviétiques, qu'elle l'était dans les années 30.

Les formes multilatérales données au mouvement ont toujours

(1) Cités par Lilly MARCOU, dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 1980.

été secondaires par rapport à ce lien fondamental de chaque parti avec Moscou. Le Komintern, dans les années 30, n'était plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions de Staline, tout comme les autres institutions soviétiques. Les grandes conférences communistes des années 60 n'étaient intéressantes, pour les Soviétiques, que dans la mesure où elles produisaient le plus grand alignement possible des partis frères sur les positions — déjà arrêtées à l'avance — de Moscou.

Cette préoccupation permanente du Kremlin a toujours transcendé les désaccords ou rivalités entre les dirigeants. Tous les témoignages recueillis par la suite ont toujours confirmé que la « ligne » ne changeait pas vraiment au moins au niveau des intentions, de Molotov à Khrouchtchev, de Brejnev à Souslov : il s'agissait toujours de conquérir le maximum pour *nous*, par opposition à *eux*, les étrangers.

Cela dit, l'approche n'est pas la même selon qu'il s'agit des marches de l'empire, du glacis proche, ou de la périphérie, donc du mouvement communiste au sens large. Comme le souligne le général Gallois, l'URSS ne recule pas quand elle s'est implantée dans un pays voisin, avec sa propre armée (comme en Afghanistan) ; elle peut se montrer plus souple en revanche lorsqu'il s'agit de défendre un « intérêt » en Afrique ou en Asie, voire un investissement pourtant coûteux dans une région éloignée. Ce qui est vrai de la stratégie militaire l'est aussi de l'attitude générale. Même Fidel Castro, qui « construit le socialisme » à Cuba et dont la chute signifierait par conséquent un très pénible mouvement en arrière de la « roue de l'histoire », ne représente pas un investissement aussi vital pour la direction soviétique que la Pologne ou même la Bulgarie. En échange, il peut se payer quelques libertés qui seraient plus mal tolérées ailleurs. Compte tenu de la distance géographique, deux grandes sphères doivent être distinguées :

1. *La sphère proche.* — Elle ne recoupe pas totalement les limites de ce que l'on appelle maintenant la *communauté socialiste* (le terme remplaçant celui de *camp socialiste* aux consonances fâcheuses) et qui compte, selon l'énumération officielle donnée au Congrès du PCUS en février 1981, dix pays en sus de l'URSS : Bulgarie, Hongrie, RDA, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie pour l'Europe, Vietnam, Mongolie, Cuba et Laos (2) pour le reste. Les Européens bénéficient,

(2) Malgré l'inclusion du Laos, nouvelle recrue en Asie du Sud-Est (on notera que le Cambodge « libéré » n'a pas encore cet honneur), la liste reste moins impressionnante que celle des années 50, qui comprenait alors la Chine, l'Albanie, la Corée et dans certains cas la Yougoslavie. Aujourd'hui ces derniers pays sont qualifiés de « pays socialistes qui ne sont pas membres du traité de Varsovie ou du Conseil d'Assistance économique mutuelle (Comecon) » (*Pravda* du 24 février 1981).

si l'on peut dire, d'un traitement privilégié : ils seront défendus coûte que coûte, même au prix de la guerre atomique si l'Occident s'en mêle, et en tout cas au prix d'interventions « fraternelles » directes contre la subversion interne : la RDA, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne — jusqu'à un certain point — en ont fait l'expérience.

Là encore le lien bilatéral est plus important que l'appartenance aux institutions multilatérales mises sur pied depuis la guerre. Aussi bien le Conseil d'Assistance économique mutuelle (CAEM, ou Comecon pour les Occidentaux) que le pacte de Varsovie ont été créés beaucoup plus pour répondre, sur le plan de la propagande, à des évolutions occidentales que pour satisfaire des besoins réels : le Comecon, créé en 1949, était supposé faire pièce à l'organisation de l'Europe occidentale sous l'égide du Plan Marsball, le pacte de Varsovie visait à répondre, en 1955, à la consolidation de l'Alliance atlantique et à l'entrée que venait d'y faire une Allemagne occidentale en voie de réarmement.

Jusque-là le Kremlin avait considéré avec réticences les tentatives d'organisation multilatérale du nouveau « bloc de l'Est », de peur de voir les « démocraties populaires » y développer une solidarité suspecte face à la tutelle soviétique. (C'est ainsi que Staline avait rejeté, au lendemain de la gnerre, l'idée de fédération balkanique proposée par Dimitrov.) Ces organisations n'apportaient d'ailleurs rien qui n'ait déjà été obtenu de manière beaucoup plus satisfaisante par les traités et arrangements bilatéraux.

C'est pourquoi le Comecon et le pacte de Varsovie restèrent des organisations fantômes pendant de nombreuses années. Encore aujourd'hui, une dissolution du pacte de Varsovie par exemple ne mettrait pas fin aux liens de toutes sortes établis au fil des ans entre l'URSS et chacun de ses satellites aux termes des traités d'amitié et d'assistance mutuelle conclus dans les années 40 : la présence de l'Armée Rouge dans tous ces pays (sauf en Roumanie et, en principe seulement, en Bulgarie) et aussi celle de conseillers soviétiques à divers niveaux dans les ministères de la défense et de l'intérieur de chacun d'entre eux sont le plus sûr garant du maintien de leur gouvernement dans l'orthodoxie.

Le fait que très peu d'éléments soient connus sur l'organisation et le fonctionnement des rouages du pacte de Varsovie est plutôt un signe de leur effacement que de leur puissance : on en sait plus sur l'organisation des forces armées soviétiques. Il semble seulement que le niveau d'intégration des forces y soit moins élevé que dans l'OTAN. Mais cela n'a guère d'importance, dans la mesure où les gouverne-

ments concernés n'auront d'autres choix, en cas de guerre, que de mettre l'ensemble de leurs forces à la disposition du commandement soviétique. En outre, les équipements et munitions — presque tous d'origine soviétique — sont beaucoup plus standardisés et homogénéisés qu'à l'Ouest.

Quant au Comecon, il a pris plus de poids depuis la fin des années 60 sous l'effet d'une double évolution : les dirigeants soviétiques, à commencer par Khrouchtchev, y ont vu un moyen d'intégrer davantage les économies de leurs alliés et de les ajuster à leurs propres desseins après que la liquidation des liens trop léonins d'autrefois (notamment des sociétés mixtes mises sur pied au lendemain de la guerre) eut rendu plus d'autonomie à la planification de chaque pays et encouragé un certain « nationalisme de l'industrie lourde » ; en second lieu, la complexité grandissante des problèmes économiques, la solidarité apparue naturellement entre des économies trop peu performantes pour affronter à grande échelle les marchés internationaux ne pouvaient que resserrer les liens entre tous les pays du système.

Il reste que le Comecon est bien davantage un organisme de « coordination », un lieu d'échange de points de vue et d'informations qu'une institution autonome disposant d'un pouvoir propre. Non seulement il ne dispose pas des pouvoirs pourtant réduits qui sont ceux de la commission européenne, mais il ne peut en aucun cas être assimilé à un « marché commun » ; d'abord parce qu'il n'y a pas de « marché » dans les économies du « socialisme réel », ensuite parce qu'il n'y a pas non plus de monnaie librement transférable, même à l'intérieur du bloc.

L'organisation des pays d'Europe de l'Est n'en reste pas moins un problème important qu'il faudra aborder un jour, même et surtout après que la tutelle soviétique sur ces pays se sera allégée. D'ores et déjà les conditions seraient mûres pour la constitution d'une communauté des pays d'Europe centrale, des pays forts de plus de 100 millions d'habitants, trop faibles pour exposer à la concurrence occidentale un appareil productif modelé par trente-cinq ans de « socialisme » et en même temps porteurs d'intérêts spécifiques face à une URSS dont les besoins sont complémentaires, mais qui devra toujours être maintenue à distance en raison de ses tendances hégémoniques. Déjà les satellites, tout en restant plus développés que le « grand frère » russe dans bien des domaines de par leurs traditions historiques et leur niveau d'éducation (c'est là tout le paradoxe de la colonisation soviétique, qui s'en prend à des peuples plus évolués qu'elle-même) ont cessé d'être une zone d'exploitation pour devenir

une charge. Sous peine d'avoir à affronter des crises, la Russie doit subvenir à leurs besoins en énergie et souvent aussi, malgré des propres difficultés, en produits alimentaires.

2. *La sphère lointaine.* — Ici les choses sont plus souples, d'une part parce que les intérêts soviétiques ne sont pas aussi évidents ou vitaux, d'autre part parce que rien n'est figé et que la tactique doit s'adapter aux circonstances. La stratégie est néanmoins la même, au service du même but : recruter et conserver le plus d'amis possible, et faire en sorte que ceux-ci soient le plus fidèle possible.

Force est pourtant de reconnaître que la dimension « idéologique » de ces amités a subi le contrecoup de l'érosion idéologique constatée en URSS même. Les partis « communistes et ouvriers » ne sont plus et ne pourront plus jamais être la grande « famille » qu'ils étaient autrefois, comme en témoigne la constante dégradation des liens multilatéraux et des formes qui leur ont été données au cours des années.

Déjà, dans le vocabulaire sinon encore dans les faits, le *Kominform* organe d'information entre les partis, créé en 1947, se présentait comme une variante édulcorée du *Komintern*, le véritable centre de coordination que se voulait l'Internationale communiste d'avant-guerre et que Staline avait dissoute pour plaire à ses alliés anglo-saxons en 1943. Après la liquidation du Kominform en 1956, la principale institution commune est la *conférence mondiale des partis communistes et ouvriers*, réunie en 1957 et en 1960 à Moscou. Mais l'entreprise chancelle déjà à ce stade sous les coups de boutoir de Mao qui, non content d'avoir brisé le « camp socialiste », s'attaque maintenant au mouvement dans son ensemble.

Les Soviétiques, qui échouent dès 1963 à obtenir une condamnation de la Chine, réussiront à tenir encore une conférence de ce genre, en 1969 à Moscou, mais le résultat est bien décevant au regard de la somme d'efforts consentis. Bien pire, les tentatives de ce genre aggravent en fait les différends au lieu de les apaiser. On se rabattra par conséquent sur une formule plus limitée géographiquement : les conférences « pan-européennes », dont un premier essai avait eu lieu à Karlovy-Vary (Tchécoslovaquie) en 1967 et qui sera réédité à Berlin-Est en 1976.

Une nouvelle tentative, entreprise par les partis français et polonais en avril 1980 à Paris, aggrave plutôt, là encore, les difficultés en mettant en lumière le nombre considérable des absents : les partis italien, espagnol, britannique, roumain et yougoslave, pour ne citer que les principaux. En outre ces conférences dont le niveau de repré-

sentation se réduit (les premiers secrétaires en 1967 et 1976, des dirigeants moins importants en 1980) sont de moins en moins « communistes », de plus en plus concentrées sur des thèmes qui appelleraient une audience plus large, comme la paix et le désarmement. Le mouvement communiste finira-t-il comme une appendice du pacte de Varsovie ?

Aujourd'hui en tout cas, surtout après le « schisme italien » qui, pour ne pas avoir pris la forme, aujourd'hui impossible, d'une excommunication à la yougoslave ou à l'albanaise, n'en signifie pas moins une aggravation du différend entre Moscou et le plus grand parti non au pouvoir, les dirigeants soviétiques sont placés devant un choix : ou bien faire comme s'ils ne remarquaient pas leurs désaccords croissants avec une série de partis, tenter de les rallier à une vague plate-forme de soutien à leur diplomatie, comme ils l'ont fait pendant presque toutes les années 70. Ou bien se rabattre sur le « noyau dur » de leurs véritables fidèles, conforter dans leurs fidélités pro-soviétiques les petits partis périphériques (portugais, latino-américains, etc.) et, pour ce qui est des autres, susciter des scissions là où la fronde antisoviétique est devenue par trop agressive.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour dire jusqu'à quel point cette tactique sera appliquée au PCI, il est clair que le Kremlin penchera et penche déjà pour la seconde branche de l'alternative.

Ses propres traditions l'y poussent, mais aussi une triple constatation : la déviation antisoviétique heurte, en Europe occidentale notamment, une partie des clientèles communistes traditionnelles marquées par les souvenirs de la lutte antifasciste et de l'exaltation de la « patrie du socialisme » ; elle pose un problème d'identité aux directions, qui redoutent de devoir choisir entre l'ancienne famille communiste et la social-démocratie abhorrée. Enfin le spectacle de la montée en puissance de l'URSS sur le plan militaire, l'usage qu'elle fait de cette puissance en venant au secours de clients ultra-minoritaires ou en difficultés, comme en Afghanistan, en Angola, en Ethiopie, ont de quoi faire réfléchir pas mal de dirigeants communistes dans le monde : « Et si, au lieu de perdre notre âme à courir après des électeurs fantomatiques, nous redoublions au contraire de fidélité à Moscou de manière à bénéficier le moment venu du « changement du rapport des forces » imposé par l'URSS sur le plan international ? Le « panzer-communisme » ne serait-il pas, après tout, un meilleur tremplin vers le pouvoir qu'un eurocommunisme débilitant ? »

De l'attentisme du Toudeh en Iran au zèle d'un Cunhal au Portugal, il est clair que ce calcul explique l'attitude de nombreux partis. Il ne saurait être étranger non plus à l'évolution à rebours d'un

parti comme le français, qui soutient l'invasion de l'Afghanistan et le coup de force en Pologne, alors qu'il avait critiqué l'intervention en Tchécoslovaquie. Du moins on ne voit pas comment expliquer autrement un tel changement, d'autant plus paradoxal qu'il coïncide avec le déclin de l'image de l'URSS dans l'opinion du pays à convaincre. Et c'est bien ainsi qu'en a jugé Jean Poperen, dans une déclaration qui a amené pour la première fois Charles Fiterman, premier des ministres communistes, à sortir de sa réserve (3).

Ce recul de l'idéologie au profit de la force — et de l'attraction de la force — on le retrouve aussi dans l'approche des problèmes du Tiers Monde. Sans doute, à l'extrême périphérie, comme dans les maquis du Salvador, le soutien communiste revêt-il encore les habits de la révolution anticapitaliste et anti-impérialiste traditionnelle. Mais partout ailleurs, surtout là où il s'agit de consolider un pouvoir ami, l'amitié se mesure au degré de soutien accordé à la politique soviétique, la consolidation est obtenue grâce à des manipulations militaro-policières fondées sur les conceptions essentiellement « techniques » qu'on se fait à Moscou du pouvoir. L'ami devient un « client » qu'une garde prétorienne soviétique, cubaine ou est-allemande protégera de l'hostilité de ses opposants, et cela indéfiniment, même lorsque les opposants se recrutent au sein du même parti « révolutionnaire » que l'ami à défendre.

C'est pourquoi les déboires essuyés naguère en Egypte, en Somalie, au Soudan ne peuvent plus être allégués comme des preuves du caractère velléitaire et fragile de l'engagement soviétique dans le Tiers Monde. Sans doute des reculs sont-ils encore possibles, mais ils sont beaucoup plus difficiles qu'auparavant, dans la mesure où les Soviétiques ont perfectionné leurs méthodes d'implantation dans les rouages clefs des pouvoirs, armée et police notamment. On a même pu parler d'un « lobby colonial » constitué au fil des années à Moscou, avec les milliers de conseillers militaires, politiques et policiers qui ont séjourné dans les pays d'Asie, et d'Afrique, et y ont développé une expérience inconnue au début du mouvement il y a vingt ans.

Ces observations amènent à conclure que, si le mouvement communiste international a profondément évolué depuis le Komin-

(3) Constatant, dans un entretien avec *Le Nouvel Observateur* (9 janvier 1982) que la nouvelle volonté du PCF « *de ne plus se démarquer, sur l'essentiel, de l'URSS* » coïncide avec une « *stratégie de repli, totalement désastreuse sur le plan politique ou électoral* », le n° 2 du PS poursuit : « *On est amené à se demander si la seule justification d'une telle politique ne serait pas, finalement, l'idée que, d'une façon ou d'une autre, une série de glissements finiront par donner à l'URSS une position de plus en plus prépondérante en Europe et que celle-ci finira par basculer.* »

tern, il serait prématuré de l'enterrer. Non seulement les objectifs que lui assignent les dirigeants soviétiques n'ont pas changé, mais les méthodes nouvelles, moins idéologiques et plus « techniques » employées pour y parvenir ne sont pas sans efficacité. Sans doute a-t-il et aura-t-il du mal à maintenir son « front intérieur », c'est-à-dire à préserver ses conquêtes, notamment en Europe orientale. Les institutions multilatérales destinées à lui donner une existence plus officielle laissent également à désirer. Mais le lien bilatéral avec Moscou reste tout aussi puissant, du moins pour ceux des partis et forces « amies » qui choisissent de le nouer. Et ils ne manquent toujours pas de raisons de le faire.

Michel TATU. — **The institutions of the communist international movement.**

Within the « international communist movement », the hilateral link between each communist party and Moscow has always taken precedence on the multilateral institutions. However, the latter are stronger in the « close sphere » of the USSR. Although the forms have been modified with the geographical and historical background, the soviet aim is nevertheless invariable : to enlist and keep as many unconditional friends as possible.

RÉSUMÉ. — *Au sein du « Mouvement communiste international », le lien bilatéral entre chaque parti communiste et Moscou a toujours pris le pas sur les institutions multilatérales. Celles-ci sont néanmoins plus rigides dans la « sphère proche » de l'URSS qu'à la périphérie. Si les formes ont varié en fonction du contexte géographique et historique, l'objectif soviétique n'en est pas moins invariable : recruter et conserver le maximum possible d'amis, dont l'attachement sera dans toute la mesure possible inconditionnel.*